



## Concours interne de l'agrégation du second degré

### Concours interne d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs agrégés dans les établissements d'enseignement privés sous contrat du second degré (CAER)

#### Section langues vivantes étrangères : anglais

#### Programme de la session 2014

### Épreuves écrites et orales

#### I - Littérature

1. William Shakespeare. *Measure for Measure*. Ed.J.W. Lever. Londres, Arden Shakespeare (Cengage Learning), 2008.
2. Charles Dickens. *A Tale of Two Cities* [1859].Ed. Andrew Sanders.Oxford, Oxford World's Classics, 2008.
3. Edith Wharton. *The House of Mirth* [1905]. Elizabeth Ammons, ed. New York: W.W. Norton Critical Edition, 1990, et le film de Terence Davies. *The House of Mirth*, 2000.

#### II - Civilisation

##### 1 - La décolonisation britannique (1919-1984)

Si l'Empire britannique, au Traité de Versailles de 1919, émerge de la Première Guerre mondiale plus vaste que jamais, il est aussi devenu un ensemble plus complexe, où se dessinent plusieurs failles structurelles et conjoncturelles. Les territoires qui le composent (dominions, protectorats, colonies, mandats...) entretiennent avec la métropole des relations politiques, économiques et culturelles aussi distinctes que la nature, les formes et les rythmes des mouvements politiques et sociaux qui s'y expriment déjà. Moins de soixante-dix ans plus tard, l'Empire britannique n'est plus. Si la rétrocession de Hong Kong n'a lieu qu'en 1997, l'accord sino-britannique est signé en 1984, année où Brunei Darussalam célèbre son indépendance et rejoint un Commonwealth des Nations qui n'est plus seulement l'héritier de l'Empire. Les contrastes spatiaux et temporels des décolonisations britanniques sont saisissants. L'indépendance totale des dominions par le Statut de Westminster en 1931 ou encore la fin de l'Empire des Indes en 1947 ont lieu alors même que l'œuvre de colonisation britannique se poursuit en Afrique, dans les Caraïbes ou dans les îles du Pacifique. Le « vent du changement », évoqué par Macmillan en février 1960, émerge de contestations bien antérieures, tandis que ce n'est qu'en 1980 que naît un Zimbabwe indépendant sous un gouvernement de majorité noire. Au-delà du moment court de l'indépendance (rédaction des constitutions, signatures des traités, cérémonies), il s'agira de réfléchir à l'histoire longue des dynamiques impériales où les décolonisations trouvent leur ferment. Ce sujet s'intéresse ainsi à la place que les décolonisations occupent dans l'histoire politique britannique entre 1919 et 1984 et aux interprétations que l'histoire des décolonisations propose des sociétés de l'(ex)-Empire, des nouveaux multilatéralismes et de la puissance britannique en redéfinition. C'est aux moteurs de cette transformation – nationale, régionale, internationale et globale – que ce sujet invite à réfléchir, à partir de quatre grandes questions que soulèvent les débats historiographiques.

## **A. Mouvements politiques et sociaux en métropole et dans l'Empire**

La nature et le rythme des indépendances sont en partie le fruit de la mobilisation d'acteurs individuels et collectifs qui, en Grande-Bretagne et dans l'Empire, tentent de perpétuer, de réformer ou de mettre fin à l'administration britannique. Il ne s'agit pas ici de verser dans une histoire événementielle mais de dégager les forces politiques, courants intellectuels et mouvements sociaux à l'échelle nationale, coloniale et impériale. La circulation des personnes et des idées entre la métropole et l'Empire, et entre les territoires mêmes de l'Empire sera précieuse pour évaluer l'influence des peuples et des élites. On examinera ainsi l'émergence et l'influence des revendications anticoloniales à travers l'Empire (partis et leaders nationalistes, mouvements syndicaux, organisations étudiantes...), le rôle des élites britanniques (gouvernement, Whitehall, partis politiques, sociétés savantes, lobbys financiers, administrateurs dans l'Empire...), les rivalités au sein des territoires (entre colons et populations locales, entre communautés ou groupements politiques) et le poids des débats publics en Grande-Bretagne. Une réflexion sur les concepts d'identité, de territoire, d'État-nation, de souveraineté, de frontières (des partitions aux fédérations), éclairera les moteurs et modalités de la décolonisation ainsi que les rapports de force dans la gestion politique et constitutionnelle des transferts de pouvoir.

## **B. Conflits armés et bouleversements structurels**

S'il est généralement admis que les répercussions de la Grande Guerre, l'expérience de la Seconde Guerre mondiale, la Guerre froide, et la crise de Suez doivent être au cœur d'une réflexion sur les décolonisations, l'importance de ces conflits doit être nuancée en fonction des régions, voire des territoires, de l'Empire. L'étude des soulèvements, dès l'apogée territoriale de l'entre-deux-guerres, des révoltes et insurrections (Malaya, Chypre, Kenya...) et des violences qui accompagnent les transitions (Inde/Pakistan, Palestine...) permettra d'interroger la vision persistante d'une décolonisation britannique « pacifique » dans d'autres régions. La guerre des Malouines en 1982 invite, sur la fin de la période, à réfléchir à la redéfinition de la puissance d'une Grande-Bretagne dont l'Empire n'est plus. Ces conflits interviennent au cours d'un XXe siècle qui voit des changements structurels fondamentaux s'opérer (reconfiguration de l'économie internationale et des échanges, redéfinition de la production, modifications démographiques...). Ces transformations nationales et internationales exercent également une influence sur les stratégies politiques des décolonisations et retiendront l'attention.

## **C. Nouveaux multilatéralismes et redéfinition de l'ordre international**

La fin de l'Empire britannique est indissociable des nouvelles relations internationales qui s'affirment au XXe siècle. La longueur même de la décolonisation britannique porte à mesurer l'influence que les nouveaux États ont pu exercer sur le retrait britannique d'un Empire qui s'amenuisait. Tout au long du siècle, le Commonwealth, britannique puis des Nations, s'affirme comme un objet fondamental pour penser les décolonisations. Vecteur d'une puissance britannique qui tente de se maintenir, représentant des dominions blancs, il devient progressivement un accélérateur des processus de décolonisation, représentatif d'une diversité multiraciale, notamment après la création de son secrétariat en 1965, où les politiques britanniques en matière de décolonisation sont l'objet de crises diplomatiques aiguës (Afrique du Sud, Rhodésie...). Après 1945, il conviendra également d'attacher une importance particulière à l'influence que l'Organisation des Nations Unies, le mouvement des non-alignés, le panafricanisme ou encore les organisations continentales et régionales qui luttent contre le colonialisme ont pu exercer dans les dynamiques de la décolonisation britannique. Le contexte international permettra aussi de distinguer fin du colonialisme et fin des pratiques impériales et de s'interroger sur le concept même de « décolonisation ». On pourra ainsi analyser, au-delà de « l'indépendance du drapeau », les stratégies britanniques d'affirmation d'intérêts politiques, économiques et stratégiques, voire culturels.

## **D. Perspectives croisées des décolonisations européennes**

Au cours de la période, la décolonisation britannique, de l'Asie du Sud-Est à l'Afrique, des Caraïbes aux îles du Pacifique, devra être replacée dans le contexte des autres décolonisations européennes – particulièrement française, portugaise et néerlandaise. Alors que l'historiographie actuelle souligne l'importance d'une approche globale et transnationale des décolonisations, il est essentiel d'examiner les influences mutuelles qui s'exercent entre les empires et entre les acteurs multiples des décolonisations. Il n'est absolument pas question de se livrer à une étude détaillée des décolonisations européennes, mais d'éclairer continuités et ruptures, similitudes et disparités : temporelles, géographiques, politiques et économiques, afin de s'interroger sur les ressorts et les spécificités de l'expérience britannique des décolonisations.

## 2 - Les années Roosevelt aux États-Unis (1932-1945)

La période qui a le plus façonné les États-Unis contemporains est sans aucun doute la présidence de Franklin Delano Roosevelt. Les changements considérables qui affectèrent alors le pays s'articulent autour de deux grands axes chronologiques et problématiques : le *New Deal* pendant les années trente et le *Home Front* pendant la Seconde Guerre mondiale.

Il conviendra d'abord d'analyser la nature et la signification historique du *New Deal*. On verra comment Roosevelt, dès 1932 et sa promesse d'utiliser l'État fédéral pour construire un nouvel « ordre économique constitutionnel », posa les premiers jalons d'une ambitieuse reconstruction idéologique qui aboutit à la création du libéralisme américain moderne et à la redéfinition historique du contrat social aux États-Unis. Cette mutation idéologique sous-tendra l'étude des nouveaux instruments politiques, économiques, sociaux et bureaucratiques que Roosevelt mit en place afin de garantir aux Américains un niveau minimal de sécurité par rapport aux risques inhérents à l'économie de marché, comme l'illustrent les deux grands moments d'intense activité législative des années Roosevelt : les Cent Jours de 1933 et le Second *New Deal* de 1935. La transformation de l'État en contre-pouvoir par rapport à la puissance économique privée étant alors inédite dans l'histoire des États-Unis, il faudra examiner avec attention comment Roosevelt sut développer un argumentaire précis pour prouver la compatibilité de ses innovations idéologiques avec la tradition constitutionnelle américaine – argumentaire qui conduisit à une complète redéfinition des concepts de « liberté » et de « droits » aux États-Unis, avec des conséquences sociales et politiques à très long terme dans l'histoire du pays.

A cette évolution idéologique correspondent logiquement des transformations politiques et institutionnelles profondes. Les élections de 1932 et de 1936 sont considérées comme des élections de réalignement qui aboutirent à un nouveau système de partis et donnèrent naissance à une nouvelle coalition électorale démocrate. En ce sens, les années Roosevelt doivent être comprises comme l'arrivée marquée et durable de l'Amérique urbaine, immigrée, industrielle et syndicale dans le jeu politique national, mais aussi comme un tournant historique de restructuration du pouvoir local (avec notamment le remplacement progressif des machines urbaines tenues par les partis politiques par les agences fédérales en charge de l'État-providence naissant). On verra également que les valeurs libérales de Roosevelt impliquaient une reconfiguration institutionnelle profonde, les responsabilités sociales et économiques de l'État nécessitant en effet un renforcement du gouvernement fédéral, et plus exactement de sa branche exécutive. Ce sujet s'intéressera donc aux dimensions autant administratives (*Executive Reorganization Act*, réforme de la fonction publique) que rhétoriques (nouvelles stratégies de communication, utilisation stratégique de la radio) de ce processus de concentration du pouvoir dans les mains de l'État fédéral et de naissance de la présidence moderne. La réflexion devra également prendre en compte les divers mouvements de résistance déclenchés par ces réformes de grande envergure. Roosevelt rencontra ainsi l'hostilité d'une partie de l'opinion (venue aussi bien de la gauche que de la droite), ainsi que celle de la Cour Suprême (d'où son célèbre *Court-Packing Plan*) et du Congrès. L'analyse des relations très tendues entre Roosevelt et les barons sudistes du Sénat permettra de mettre en lumière le rapport de force complexe entre l'exécutif, le législatif et le Parti démocrate, qui perdura tout au long des années Roosevelt.

On élargira ces perspectives par un examen approfondi de l'impact concret de la présidence Roosevelt sur la population américaine. On pourra par exemple aborder la question raciale : comment Roosevelt a-t-il géré les problèmes socio-économiques très spécifiques du Sud et la question de la ségrégation ? Si Roosevelt n'a pu impulser aucune avancée significative sur la question des droits civiques, les programmes du *New Deal* ont néanmoins énormément apporté à la communauté africaine-américaine sur le plan social, d'où le basculement historique de l'électorat noir vers le Parti démocrate à partir de 1936. Il faudra aussi prêter une attention particulière au fait que les années Roosevelt furent celles d'une visibilité sans précédent des femmes américaines dans la vie politique et intellectuelle du pays, et d'une respectabilité nouvelle accordée par le pouvoir politique au monde artistique alors en pleine effervescence. En se penchant sur la nouvelle relation qui se développa alors entre les citoyens et l'État, on pourra montrer comment les années Roosevelt ont transformé la vie quotidienne de millions d'Américains, en particulier ceux qui vivaient jusque-là à la marge sociale, raciale ou politique du système. Un débat historiographique vivace existe sur le bilan du *New Deal*, qu'il sera également nécessaire de prendre en considération : quel était le degré de cohérence idéologique des réformes rooseveltiennes ? Pourquoi certains des programmes phares du *New Deal* ont-ils échoué ? Le *New Deal* était-il au bout du compte trop timide ou trop excessif sur le plan idéologique ? Le second pan thématique porté par ce sujet, l'étude du *Home Front* pendant la Seconde Guerre mondiale, apportera des réponses précieuses à ces questionnements (N.B. : l'éclairage sur la politique intérieure exclut les dimensions internationales, diplomatiques, militaires ou stratégiques des années de guerre).

On verra ainsi :

- comment, loin de mettre un terme à la dynamique rooseveltienne, les années de guerre ont au contraire permis la poursuite, voire l'amplification, des bouleversements apparus aux États-Unis dans les années trente. La guerre ne fit que renforcer la détermination de Roosevelt d'utiliser l'État fédéral pour garantir la sécurité socio-économique des Américains (défense des Quatre Libertés, promesse de donner au pays un *Economic Bill of Rights*, *GI Bill*, etc.) ;
- comment le partenariat entre les agences fédérales et le secteur privé pour adapter la machine industrielle américaine à une économie de guerre permit à l'État administratif né pendant le *New Deal* de s'affirmer définitivement comme un modèle institutionnel sur lequel l'on n'allait plus revenir ;
- comment le souci constant de Roosevelt de voir l'effort de guerre piloté par l'État fédéral, ainsi que les grandes réformes fiscales nécessaires pour financer la guerre, confirmèrent le rôle désormais central de Washington dans la vie économique du pays ;
- comment les tensions politiques qui avaient marqué le *New Deal* s'aggravèrent pendant la guerre, essentiellement à cause de la persistance des luttes intestines au sein du Parti démocrate.

Enfin, il sera capital de prendre en compte les répercussions de la mobilisation militaire sur la société civile américaine, tant sur les plans économique (retour à la prospérité et à la consommation de masse), que politique et culturel (participation massive des femmes à l'effort de guerre, poids de l'expérience militaire dans la formation de l'identité de millions de soldats de la *Greatest Generation*, influence dans la culture populaire de la propagande gouvernementale sur la justification de la guerre), mais aussi démographique (début du *baby boom*, poursuite de l'exode rural et des grands mouvements de migrations intérieures vers l'Ouest et les grandes villes du Nord) et ethnique (internement des Japonais-Américains, recrudescence de l'activisme noir pour dénoncer la ségrégation dans l'armée, etc.).

**NB: Les éditions sont données à titre indicatif.**